

**Salif Keita réplique au communiqué de l'Ambassade de la France :  
«C'est la France qui est derrière tout ce qui arrive au Mali »**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 02 DECEMBRE 2019

**504**

**Malikilé**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Discours à la nation de IBK**

**Le forcing !**



Point de presse de la MINUSMA : Le Texte liminaire de monsieur Olivier Salgado Porte-parole de la Mission



Journée de l'industrialisation de l'Afrique : L'industrie au PIB est de 11,9% dont 12,9% en 2018

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

<b>Une</b>	Discours à la nation de IBK : Le forcing !	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	<p>IBK et son Peuple : Une soirée de discours et de sacrifices <b>P.11</b></p> <p>Point de presse de la MINUSMA : Intervention de Monsieur Oumar Ba- Chef de bureau MINUSMA Gao <b>P.11</b></p> <p>Session extraordinaire des Chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA: Le Premier ministre Boubou Cissé à Dakar depuis samedi 30 novembre 2019 <b>P.12</b></p> <p>Région de Kidal : Le MNLA se réunit en congrès à Kidal <b>P.12</b></p> <p>Journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA: L'Ambassade des États-Unis à Bamako lutte contre le SIDA <b>P.12</b></p> <p>Fin du dérapage éducatif sur l'internet au Mali : L'Assemblée Nationale sonne la fin de la récréation <b>P.13</b></p> <p>Communiqué du ministère de la sante et des affaires sociales suite a la suspension des services AMO dans les officines de pharmacies privées <b>P.13</b></p>	
<b>Actualité</b>	<p>Conférence Ministérielle de l'Union Africaine à Bamako : Suite et fin <b>P.15</b></p> <p>Conférence Ministérielle à Bamako : La cérémonie de clôture a été marquée par la lecture de la déclaration <b>P.18</b></p> <p>Point de presse de la MINUSMA : Le Texte liminaire de monsieur Olivier Salgado Porte-parole de la Mission <b>P.19</b></p> <p>Assiette des recettes de l'Etat : La douane joue sa partition ! <b>P.24</b></p> <p>Infrastructures routières : Plus de 500 km de pistes rurales réalisées en 2019 <b>P.25</b></p> <p>Eau, Hygiène, Assainissement et Nutrition : Water aid se prépose <b>P.26</b></p>	
<b>Politique</b>	<p>Par-dessus la tête des maliens : IBK s'adresse aux français <b>P.27</b></p> <p>Salif Keita réplique au communiqué de l'Ambassade de la France : «C'est la France qui est derrière tout ce qui arrive au Mali » <b>P.28</b></p> <p>Journée de l'industrialisation de l'Afrique : L'industrie au PIB est de 11,9% dont 12,9% en 2018 <b>P.29</b></p>	
<b>Culture &amp; société</b>	Biennale de la photographie : Les rencontres de Bamako <b>P.31</b>	
<b>International</b>	<p>Sénégal : La surprenante demande de Cissé Lô à Macky <b>P.32</b></p> <p>Intervention Française au Sahel : Sans la France ce sera le chaos au Sahel, selon Sibeth NDIAYE <b>P.32</b></p> <p>Gambie : Les ambitions d'Adama Barrow après trois ans à la tête de la Gambie <b>P.33</b></p>	
<b>Sport</b>	<p>Classement FIFA : Le Mali, neuvième africain <b>P.34</b></p> <p>UFOA U20 : Le Mali en demi-finales <b>P.34</b></p>	

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougue

P.12



P.24



P.28





## Discours à la nation de IBK : Le forcing !

**F**idèle à lui-même et incapable de tirer les leçons de ses échecs, IBK continue, tête baissée à foncer vers le mur de son « Dialogue National Inclusif » devenu, comme il le dit lui-même dans son message à la Nation du 31 novembre un véritable « massala ». C'est quoi un « massala » ? Le « Massala » dont le « Baro » est synonyme, c'est la causerie, le bavardage, les échanges de « grins ». IBK, certes n'est pas aussi fin connaisseur du bamanan que du français mais son équipe de communication et au-delà toutes les ressources humaines dont il dispose ne peuvent manquer autant de spécialistes. Le Dialogue, c'est tout autre chose : un échange fécond, la quête d'un compromis, d'une solution à un sujet clivant. C'est le « Jè-kafo »

En fait, le Dialogue pour régler les problèmes du Mali n'intéresse pas IBK et cela pour une raison très simple : son agenda n'est ni celui

du Mali, ni celui des Maliens. Lui veut continuer la « dolce vita » pendant que les maliens triment et veulent s'en sortir. C'est pourquoi IBK n'appelle pas à participer au Dialogue mais dit-il « **je voudrais convier toutes et tous au lancement officiel du Dialogue National Inclusif le 14 Décembre, au Palais de la Culture Amadou Hampaté Bâ** ». Il aurait pu ajouter pour la photo de famille à vendre à l'extérieur, pour la Com'.

En y regardant de près, IBK n'a répondu à aucune des demandes fortes de ceux qui n'ont participé à aucune phase (communale, locale ou régionale) de son Dialogue à savoir :

- « - Evaluer l'utilité de tous les participants et allier l'inclusivité à la représentativité paritaire, tant de la majorité, de l'opposition que de la société civile, en évitant la surreprésentation de l'Etat qui devrait se limiter strictement à la facilitation législative, sécuritaire et budgétaire ;
- Préciser à l'avance le processus décisionnel qui devrait être sanctionné par une majorité qualifiée des trois-quarts (3/4), à défaut de consensus sur un point donné ;
- Débattre sur les raisons des retards et blocages de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du



processus d'Alger et, le cas échéant, envisager sa relecture ;

- Apprécier l'opportunité et la pertinence de la révision constitutionnelle en ce moment en raison, entre autres, de l'absence de l'Etat à Kidal et dans bien des localités du Centre et du Nord, de la persistance voire l'aggravation de l'insécurité ; et de la nécessaire mise en place des règles et mécanismes permettant la transparence des consultations électorales ou référendaires ;

- Affirmer clairement le caractère exécutoire et contraignant des Résolutions adoptées »

Aucun de ces points n'a reçu de réponses satisfaisantes et claires ni au cours du processus de consultations, ni des longues séances de travail entre opposants et Triumvirat, ni dans le discours du Président.

Sur d'ailleurs le point le plus important de ces demandes, le caractère exécutoire et contraignant des Résolutions, IBK s'en sort par une belle pirouette sans contenu « **Garant de la Constitution, je tiens à rassurer l'ensemble national que la mise en œuvre des conclusions et résolutions issues de ce Dialogue National Inclusif, sera assurée**



par le mécanisme indépendant de suivi-évaluation dont les Congressistes me proposeront, et le format et la composition. ». En toute hypothèse, rappelons que le FSD, au cours d'une récente Conférence de presse, avait clairement indiqué que le Dialogue National Inclusif était derrière lui. Comment pourrions-nous participer à une phase nationale, s'était interrogé le Chef de file de l'Opposition, alors que nos démembrés n'ont participé ni aux phases communale et locale, ni à la phase ré-

gionale ?

IBK en a conscience. L'important pour lui est de faire apparaître ceux qui sont en désaccord avec lui comme des ennemis du Mali. En continuant à mettre sur eux les pressions de l'ORTM, des notabilités et des religieux qui sont eux-mêmes lassés des petits jeux du président.

**Le discours en encadré**

■ MOCTAR SOW

## Message à la nation du président de la république SEM Ibrahim Boubacar Keïta sur le lancement du dialogue national inclusif

**Mes chers compatriotes,  
Maliens de l'intérieur et de la diaspora,  
Hôtes du Mali,**

Voici que pour la troisième fois en six mois, l'enjeu particulier du moment m'amène à m'adresser à vous.

Ce soir également, ce soir comme les fois précédentes, comme à chaque fois où j'ai pris la parole, j'appelle au rassemblement et au sursaut, en droite ligne de ce que chaque dirigeant de cette vieille terre a fait quand les temps l'exigeaient, et en droite ligne de ce que ce peuple résilient a su faire contre tous les périls qui menaçaient son unité et son identité.

Or, aujourd'hui notre unité et notre identité sont en jeu. Le pays est en guerre, je ne cesserai de le rappeler.

Et si elle a connu quelques courtes trêves, cette guerre est la même, depuis le 17 janvier 2012 où elle a endeuillé Ménaka ; depuis le 24 janvier 2012 où nos soldats furent lâchement assassinés à Aguelhoc, depuis mars-avril 2012, avec la reddition des capitales régionales que sont Gao, Tombouctou et Kidal. Cette guerre est la même depuis bientôt une dizaine d'années, compromettant l'investissement pour le développement national, fauchant nos civils, et nos soldats, ceux de l'armée nationale comme ceux des forces étrangères, venues nous prêter main forte,

mais venues à notre appel.

Non pas par charité, non pas parce que le Mali est un pays de mendiants. Mais parce que nous aussi, nous avons aidé partout, sur tous les fronts où il s'agissait de tendre la main à l'homme, de le sauver contre la bête.

Ce fut le cas lors des deux grandes guerres mondiales, ce fut le cas dans les missions onusiennes ou africaines de maintien de la paix, ce fut le cas aux côtés des Freedom Fighters en Afrique Australe.

Nous avons donné. Nous sommes en train de recevoir.

Nous n'avons aucune raison de nous glorifier d'avoir tendu la main à ceux qui en avaient besoin hier.

Mais nous n'avons non plus aucune raison de mordre la main de ceux qui nous tendent les leurs aujourd'hui.

L'humilité et la gratitude sont des valeurs de ce pays ; il importe de ne pas les jeter dans le torrent de nos récriminations personnelles. Etant de ce pays, forgé par les vertus qui nous ont été inculquées au berceau et qui fondent notre humanité, je suis de ceux qui, parmi vous, n'oublent jamais que les soldats que nous vouons aux gémonies, sont Français, Sénégalais, Tchadiens, Burkinabé, Togolais, des êtres de chair et de sang, de jeunes mariés parfois, comme nos propres soldats.

Chaque mort m'endeuille, chaque mort m'interpelle ; civil, militaire, Malien, Non Malien. C'est pourquoi, je m'incline devant la mémoire des dernières victimes de la déchirante guerre du Sahel, à savoir les soldats français morts à Indelimane.

Lundi, Inchallah, avec une délégation qui dit le Mali, qui reflète le visage et la parole du Mali, je serai à Paris aux obsèques de ces jeunes héros fauchés en terre malienne.

### **Mes Chers compatriotes,**

Si le préambule a été long, en raison de la gravité du moment, l'objet de ce message est une fois encore d'inviter toutes les forces vives de la nation à participer et contribuer au Dialogue National Inclusif, entré dans la dernière ligne droite.

En saluant du fond du cœur l'équipe en charge de la préparation de ce Dialogue inclusif, trois hommes et une femme, tous de mission, d'engagement et de perspicacité, je voudrais convier toutes et tous au lancement officiel du Dialogue National Inclusif le 14 Décembre, au Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ. Vous le savez, depuis quelques mois, les concertations se déroulent dans ce cadre, à tous les échelons de notre pays, avec en arrière-plan la triple crise institutionnelle, sécuritaire et politique de 2012, qui a révélé toutes nos forces mais aussi toutes nos faiblesses.

Mon adresse à la Nation du 16 avril 2019 a ouvert la voie à l'éventualité d'un audit de notre histoire immédiate, de nos institutions, de notre société, de notre capacité et de notre volonté à vivre ensemble.

Au vu de la mobilisation générale, de la passion que suscitent les débats, la question n'est donc plus de savoir si le pays va vers un dialogue mais quand et avec qui.

Depuis plusieurs semaines déjà, l'intitulé retenu pour ce forum est Dialogue National Inclusif.

Dialogue en raison de l'opportunité d'échanger qu'il promet; inclusif ensuite parce que ce dialogue doit être représentatif de nos terroirs et de nos préoccupations ; national enfin parce qu'embrassant l'étendue du territoire national, à l'instar des 605 communes où les débats eurent lieu sur les 611 prévues ; les 46 Cercles et les 6 Communes du District de Bamako ; les 10 Régions administratives et le District de Bamako ; les 25 Ambassades et Consulats où la Diaspora malienne a pu apporter sa contribution.

Nous ne faisons pas dans le mimétisme.

Nous ne lorgnons pas vers la spécificité pachtoune du loya jirga. Pas plus que vers la spécialité française du grenelle.

Nous avons de qui tenir et ce que nous voulons est simplement le « massâla » à la malienne !

Car, après tout, nous sommes le peuple de Kouroukan Fougan dans le Mandé, nous sommes le peuple du Batou Mawdo dans le Macina.

Tous d'accord qu'il est devenu crucial de révéifier le projet, d'évaluer sans complaisance le chemin parcouru par la 3<sup>e</sup> République née dans les clameurs, dans la fureur et dans le sang, nous devrions saisir l'opportunité offerte de la mise à plat, et du diagnostic profond, dans la plus grande courtoisie et dans la plus grande convivialité.

Réfléchissons à la solidité du pays.

Vérifions une fois de plus ses piliers et faisons en sorte qu'aucune lézarde, qu'aucune fissure ne nous échappe, et qu'à l'appel immortel du Roi Ghezzo, nous assemblions nos mains !

Faisons en sorte que la belle diversité de notre pays soit une richesse et non pas un aléa qui donnera libre cours à toutes les velléités, y compris celles de faire bande à part parce qu'une minorité armée ou vocale en impose à une majorité silencieuse !

Faisons en sorte que tous les acquis des assises précédentes soient pris en compte, en particulier les Etats généraux de la Décentra-

lisation, dont les recommandations dessinent le Mali de demain où la dévolution du pouvoir aux populations à la base devient une réalité tangible !

Faisons en sorte que la démocratie se conforte d'un taux de participation conséquent, que la communauté nationale s'approprie plus la langue et le langage par lesquels le pays est gouverné !

Faisons en sorte que ce pays préserve et accroisse ses niches d'excellence dans le but d'enrayer la pauvreté !

### **Mes chers compatriotes,**

Pour cette phase nationale je me suis moi-même, impliqué en rencontrant des personnalités politiques et de la Société civile afin que ce Dialogue d'intérêt national ne laisse aucune malienne, aucun malien au bord de la route.

Car c'est du Mali qu'il s'agit. Toutes les préoccupations peuvent et doivent y être exprimées sans tabou.

Toutes les forces, toutes nos forces, sont convoquées et invitées.

Je réitère mon appel au Chef de file de l'opposition, aux partis politiques et associations à regagner ce grand moment, qui n'appartient pas à Ibrahim Boubacar Keita, lequel passera, mais au peuple du Mali et à son avenir.

J'en appelle également à mes frères de la CMA, de la Plateforme et de tous les autres mouvements qui participent au processus de paix, pour qu'ils viennent à ce carrefour d'échanges que je pressens féconds et refondateurs.

Autorités religieuses et traditionnelles, vous qui avez toujours été les piliers moraux de notre Nation, je vous exhorte une fois de plus à poursuivre votre engagement heureux, sensible depuis la phase communale.

Garant de la Constitution, je tiens à rassurer l'ensemble national que la mise en œuvre des conclusions et résolutions issues de ce Dialogue National Inclusif, sera assurée par le mécanisme indépendant de suivi-évaluation dont les Congressistes me proposeront, et le format et la composition.

Bons débats,

Et qu'Allah bénisse le Mali !

## Figaro du Mali

Pour mieux toucher du doigt les réalités du terrain, ce matin, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général Salif Traoré a effectué une visite inopinée au poste de Police des Frontières, au poste DTR et au Bureau Secondaire des Douanes de Gogui, dans la région de Nioro du Sahel.



## Moussa Yoro Diallo

Moussa Yoro Diallo est avec Mahamadou Coulibaly et 10 autres personnes.

COMITÉ EXÉCUTIF CNJ-MALI :

Cérémonie d'investiture du président du comité exécutif M. Ousmane S. Diarra dit Gousno prévue pour le lundi 9 décembre 2019 à 9 heures au siège.

Sortez massivement pour magnifier cette cérémonie grandiose qui marque le renouveau du CNJ-MALI.



## Touré Abdoul Karim

La lutte sélective consiste à maîtriser, instrumentaliser, contrôler et diriger les masses, chaque fois qu'elles décident de se lever.

La meilleure façon de leur barrer la route, c'est de leur créer des leaders à l'occasion. Des leaders qui seront contrôlés, manipulés et utilisés à leur tour pour que toute la chaîne demeure infectée.

Ces leaders sont très généralement des populistes, en mesure d'exciter les masses, les rendre nerveuses, les calmer selon le bon vouloir des décideurs.

On voit comment des jeunes soldats de ce type ont été créés. Et pour être suivis et idolâtrés, ils s'attaquent au système en première position. Une fois les masses endormies, puisque personne ne veut réfléchir, chacun cherche quelqu'un pour réfléchir à sa place, ils sapent l'essentiel et obstruent la vue des masses sur les réalités. Très souvent en s'attaquant aux individus. Si cela fonctionne, ils prêtent allégeance au pouvoir en échange de leur contrôle du public endormi et la chaîne continue la ronde. L'éternel recommencement, qui est l'éternelle déception. Pourquoi autant d'influence? Tout simplement,



parce qu'ils parviennent à créer la division au sein même des masses qui s'attaquent les uns contre les autres au nom d'une obsession aveugle et sans raison.

On les voit chez les religieux qui fidelisent les adeptes. On le voit dans la nouvelle génération de jeunes appelés "révolutionnaires", même si c'est un mot vide de sens dans notre cas.

Ce jeune activiste, qui a été arrêté, est une réponse à cette manipulation de masse.

Vue la situation et l'indifférence d'IBK face aux 135 soldats tombés et l'occasion urgente pour lui de se rendre en France pour se recueillir sur les tombes de 13 soldats français tombés au côté de Macron, et sa visite d'aujourd'hui à Kati, il fallait contrôler la tête du serpent, en attendant de l'intégrer comme tous les autres et avant la naissance d'une nouvelle tête de serpent.

Suivez votre fil de l'actualité sur Facebook et remarquez comment tout le monde a eu une occupation sur le sujet.

La porte est grande ouverte pour l'assimilation économique et politique, ou, exprimé plus concrètement, pour l'exploitation économique et la dominance politique, car l'exploitation des richesses, c'est cela le seul véritable objectif de l'invention du concept du terrorisme qui sert de paravent pour justifier la présence militaire et le déclenchement de guerre ethnique, religieuse ou de toute autre forme de terreur au sein des populations et justifier par la politique et la diplomatie. Elle a été entièrement orchestrée pour ouvrir la porte à la fructueuse exploitation économique et son corollaire facile et obligé, la

dominance politique des masses, qui pourtant non seulement, luttent contre les massacres et l'accaparement de leurs terres et aussi contre les failles sociales qui maintiennent une léthargie sociale au niveau éducatif, sécurité et de production historique. Tout peuple qui a vécu cette assimilation, est comme un peuple décapité, un peuple somnambule, sans identité propre. Et c'est plus encore le cas pour un peuple où la classe dirigeante se positionne en bon élève pour des intentions inavouées et imbriquées de toute sorte de mensonges et d'ignorance au sein des rouages de l'organisation sociale.

Le paraître domine et l'intérêt collectif bafoué et largué. Les dégâts énormes et l'internel recommencement en oeuvre.

Kayes et Sikasso, ont été pillés, mais pour quelle fin pour les maliens ? Peut-on dire que les maliens en sont devenus heureux ??

#le\_Mali\_dans\_ses\_peines.

Touré Abdoul Karim

## Mohamed Che Traore

Après Tieman Hubert Coulibaly pour le congrès du HCUA,

Me Mohamed Aly Bathily dit Founè Bayini aussi est présent à Kidal pour le congrès des bandits armées qui ont pris les armées pour exiger la division du Mali, qui ont tués, égorgés nos militaires, qui ont permis aux terroristes d'envahir notre pays... Quoi d'autres encore ?



Cette guerre au Mali est un véritable complot contre le peuple, c'est toujours les pauvres enfants qui sont envoyés à la boucherie



## Mamadou Karabenta

CRI - D'ALERTE CITOYENNE ET SOUCIEUX POUR LA DIVISION DU PAYS.

Chers maliens et maliennes, peuple du Mali pendant que nous faisons du bruit inutile qui servent à rien ici, la République de AZAWAD avec Kidal comme capitale tout est entrain de se préparer minutieusement avant la proclamation de l'indépendance proprement dite. Les patrouilles conjointes MINUSMA-CMA, vraiment tout semble indiquer que Kidal est devenu un état totalement souverain. Une armée bien en place, les diplomates étrangers, ma MINUSMA-CMA, tout le monde sauf le Mali en un mot.



## Bamako Bamada

Le président IBK en voyage inutile à Paris pour pleurer des soldats français "morts pour leur France".

Des militaires maliens peinent à se nourrir  
Touré Abdoul Karim



## Bamako Niarela

KORO: un véhicule des FAMAS a sauté sur une mine, 3 morts et plusieurs blessés



## Kadidia Fofana

Ce samedi 30 novembre 2019 s'est tenue au CICB un séminaire visant à harmoniser les positions des signataires de l'accord politique de



gouvernance en vue de la dernière phase du Dialogue National Inclusif.

## Awa Sylla

Ma digne et valeureuse femme chérie. On ajoute plus rien oh tu as tout dit.



Bi Ardo  
@dicko\_amy

Il est aussi un devoir pour IBK d'enterrer dignement les soldats maliens morts pour la patrie en présence de leurs parents.

Yaya Sangare @YayaBSangare · 5h

Il est un devoir pour IBK d'enterrer les 13 soldats français morts chez nous, en combattant le terrorisme. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faut comprendre le déplacement avec lui, à Paris, d'une forte délégation malienne comprenant des religieux, de toutes les confessions.



Son monologue commence le 14 décembre pour finir quand? Nous on attend qu'il vienne les incompetents de son gouvernement.

Bon son dialogue là ça commence le 14 et ça finit quand oh.

Le discours avait un contenu mais le lecteur n'était pas à la hauteur. Il faut travailler encore la voix, les gestes, la manière et revoir le maquillage.

## Elhadj Djimé Kanté

Nouhoum Togo  
L' Adjudant chef Youssef Diamoutenin et Adjudant Yacouba Sidibé abattus a Meneka vers 13h45. Rip





Malick Konate

Après une nuit et une demi-journée à la Brigade d'Investigation Judiciaire BIJ, Adama Ben Diarra vient de regagner sa famille.

Ibrim tu es devenu clair deh ! O touma e fana be tchia kè wa ?



## Amadou Tall



IBK A PARLÉ:

POUR DIRE QU'IL IRA ENCORE PLEURER-

On sentait qu'il était très gêné, très peiné et très meurtri après la mort 'accidentel' (comme dans la circulation) des 13.

Par ailleurs, parmi les choses que les maliens redoutent le plus: la mort de gens qui comptent. C'est forcément à l'étranger.

Du coup, leur président, invité ou pas, ira verser des larmes. Les maliens ne supportent plus le surnom de "présidentPleuré" attribué à leur premier représentant à l'extérieur.

Or, présidentLarmes a retardé le JT d'hier soir pour dire qu'il allait à l'enterrement des 13soldats français tués au Mali.

Va-t-il se comporter comme les autres personnalités ou va-t-il rester égal à lui-même (et gêner les maliens)?

Les maliens retiennent leur souffle face à cette redoutable question. En français facile, IBK en a profité pour interdire au maliens d'être des ingrats envers la France, cette main qui vient nous donner à manger et qu'on mord.

Donc, plus de: "Dehors la France" et autres. Pigé?

C'est quand-même dur de se faire traiter d'ingrat par celui à qui on a donné le fauteuil et la parole.

Et puis, ça doit être exaltant d'être nègre et français. Je vais demander la NATIONALITÉ pour voir ce que ça fait. #MACRON, vous m'avez entendu ?

SOMMET INTERNATIONAL DE SEPARATISTES:

LA MINUSMA ET BARKHANE LÉGITIMENT ET SECURISENT LE CONGRÈS DU MNLA -

Le Conseil révolutionnaire du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) organise une assise internationale depuis ce matin pour mieux discuter de la séparation d'avec le Mali.

Un congrès, sponsorisé par les deux forces qui assurent la sécurité, la logistique et financent en même temps.

Du des délégations gouvernementales ont afflué. Elles ont atterri à Kidal en ignorant Bamako.

Le financement a été assuré par l' #Algerie, l'arbitre en chef dans la crise, le #Maroc, la #Mauritanie, autre arbitre, etc., entre autres bailleurs de fonds. Le Niger aussi a banqué, #ISSOUFI les deux langues et les deux visages. Le Figaro Mali a appris par confidence que IBK avait donné 100.000.000 FCFA.

Qui sont les dindons de la farce? Franchement, et en toute honnêteté, les forces étrangères, comment voulez-vous qu'on les défende ? C'est pas facile.

Les maliens, n'en parlons pas: toujours à attendre que d'autres viennent faire à leur place!

Comme certains aiment à dire: c'est compliqué.

## Ammy Baba Cisse



IBK a confirmé à la nation qu'il se rendra à Paris pour les obsèques des 13 soldats français morts au Mali.

Le représentant de la Minusma affirme que les populations de Kidal font la légitimité du MNLA.

Si ce que j'ai appris est vrai, les maliens doivent s'indigner et exiger des comptes.

IBK invite le chef de file de l'opposition à prendre part au dialogue national inclusif le 14 Décembre.

IBK invite les mouvements signataires de la CMA à prendre part au dialogue national inclusif le 14 Décembre.

Les jeunes qui disent vouloir chasser les acteurs du 26 mars sont pires.

## Karim Keita



Ce week-end, dans la forêt noire Allemande, en retraite avec des amis Parlementaires. J'ai eu la chance d'échanger avec un jeune officier très prometteur de notre armée. Madani Drave vient d'être primé, meilleur étudiant étranger de l'université militaire Al-lemamde.

FAMa\_DIRPA

## Yacouba Issoufou PC



Ce 30.11.2019 dans le cadre de la protection des civils, une équipe @UNPOL @UN\_MINUSMA a effectué une pa-

trouille motorisée et pédestre sur l'axe Douentza - Synda et dans le village Synda situé à 22 km au sud, sur l'axe Douentza-Sévaré.

**Justice Mali Justice**

Ils sont à la base de la venue du mujao, ansardine, kouffa, iyad et de tous les malheurs du Mali et ça me révolte de voir des politiciens populistes. Maliens à ce congrès de merde.



Si Karim aime le Mali il doit démissionner de la présidence de la commission défense

L'ensemble des députés sont complices du chaos car ayant accepté Karim à la tête de la commission défense.

C'est quand j'ai vu certaines nominations que j'ai dit ce pays est foutu avec des nullards comme ça.

Justice Mali Justic

Qu'est ce que vous proposez contre le terrorisme après le départ des troupes étrangères du Mali mes chers nationalistes?

**Macky Sall**

Pour rendre justice à toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles, j'ai déposé un projet de loi, afin de faire passer le viol de délit à crime. Les auteurs de violences sexuelles doivent être punis avec la gravité qui sied à leur crime.



**KONATE Malick**

Je n'ai pas compris le tweet. Il dit qu'il faut enterrer les français morts au Mali chez nous, mais il doit se déplacer pour ça avec une forte délégation. Le coût de la délégation c'est combien ? Tandis que mon kôrô KK dit que l'Etat n'a pas les moyens de mieux gérer les nôtres.



**malikile.com**

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*



## IBK et son Peuple : Une soirée de discours et de sacrifices



**L**e Mali patauge, il peine à se relever, il est attaqué constamment par des forces obscurantistes malgré les options de résistance des forces maliennes et leurs partenaires.

Dans une adresse à la Nation, le chef de l'Etat IBK a encore tendu sa main et invité tous les Maliens à mettre le Mali au-dessus de tout. Cette sortie télévisée semble se reposer sur trois points essentiels.

La tenue du Dialogue national inclusif à partir du 14 décembre 2019 au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba. Si certains l'ont rangé dans les placards, IBK semble être certain et déterminé que le salut du Mali viendrait de cette retrouvaille nationale. Pour son succès et son efficacité, le Mandé Massa tient, en tant que père de la Nation, à faire embarquer tout le monde.

Si le train de la conférence d'entente nationale avait déraillé, cette barque que conduit le triumvirat n'a pas tangué de l'avis du chef de l'Etat. La situation est préoccupante, les forces et les faiblesses de notre pays sont connues, admet le président de la République.

Il est tout naturel qu'IBK manifeste sa reconnaissance et ses condoléances aux forces étrangères qui ont laissé la vie sur notre sol. Le locataire de Koulouba ne voit pas l'intervention de nos partenaires comme un secours fortuit : « Nous avons donné. Nous sommes en train de recevoir. Nous n'avons aucune raison de nous glorifier d'avoir tendu la main à ceux qui en avaient besoin hier. Mais nous n'avons non plus aucune raison de mordre la main de ceux qui nous tendent les leurs aujourd'hui », a-t-il martelé.

Le Président de la République, IBK, a réitéré son appel au Chef de file de l'opposition, aux partis politiques et associations à regagner ce grand moment du Dialogue qui n'appartient pas à Ibrahim Boubacar Keita, lequel passera, mais au peuple du Mali et à son avenir.

Par nos radars déployés, nous avons détecté sept (7) bœufs sacrifiés par le Président de la République. S'agirait-il d'un rituel visant à protéger son pouvoir avant son retour de la France?

## Point de presse de la MINUSMA : Intervention de Monsieur Oumar Ba- Chef de bureau MINUSMA Gao

**D**ans son intervention, le chef de bureau de Gao a évoqué deux points essentiels :

### La situation sécuritaire :

La situation à Anderaboukane, Indelimane et Tabankort. La situation a provoqué un traumatisme au sein de la population qui garde un mauvais souvenir des événements de 2012. La MINUSMA a approché un certain nombre d'acteurs clefs issus de la société civile et les autorités traditionnelles de Gao qui ont expliqué leurs préoccupations notamment par rapport à la fermeture du poste de Labbezanga qui est un poste frontalier, reliant le Mali et le Niger.

Il a expliqué que tous les produits consommés à Gao proviennent du Niger et la fermeture du poste de Labbezanga affecte l'approvisionnement de la ville. Le Gouverneur et le Commandant de Zone des FAMA ont promis d'aller vers les acteurs locaux pour les sensibiliser sur la situation.

### Les projets à Impact Rapide

La MINUSMA vient de financer deux QIPs dans la région. Le premier projet porte sur la mise en œuvre de décanation des eaux usées qui est une première dans la ville de Gao. Montant : 30 millions de FCFA pour une durée de 5 à 6 ans. Il a été inauguré la semaine passée.

Pour trouver une solution pérenne au problème des eaux usées, la MINUSMA a invité la Mairie de Gao à se rapprocher des bailleurs bilatéraux et multilatéraux.

En plus de la protection de l'environnement, ce bassin pourra contribuer à contrer le chômage des jeunes.

Le deuxième projet a été inauguré dans la commune de Gabero. C'est un projet à impact rapide pour la réalisation d'un puits à grand diamètre équipé d'une pompe solaire avec un château de 5 m<sup>3</sup> et deux bornes fontaines. Il est financé à hauteur d'une trentaine de millions de FCFA et contribuera à l'amélioration de l'accès à l'eau potable de la population qui était exposée aux maladies car auparavant elle s'approvisionnait en grande partie dans le fleuve Niger.



## Session extraordinaire des Chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA : Le Premier ministre Boubou Cissé à Dakar depuis samedi 30 novembre 2019



Le Premier ministre à Dakar pour les travaux de la session extraordinaire des Chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA. Le Premier ministre, Dr Boubou Cissé est arrivé à Dakar ce samedi, 30 novembre 2019, où il participera aux travaux de la session extraordinaire des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) sur la Paix et la Sécurité jusqu'au 4 décembre 2019. Il est accompagné Par Mme Barry Aoua Sylla, ministre délégué en charge du budget.

A son arrivée, il a été accueilli par le Ministre du Plan Sénégal Emergent, Moïse SARR, et le Secrétaire d'Etat aux Sénégalais de l'Extérieur, Cheickh KANTE.

■ La Cellule Communication et Relations Publiques

## Journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA : L'Ambassade des États-Unis à Bamako lutte contre le SIDA

Saviez-vous que beaucoup de personnes au Mali et dans le monde sont séropositives et qu'elles ne le savent pas? Beaucoup de femmes et de filles ne réalisent pas qu'elles ont été exposées à la maladie. Et beaucoup d'hommes et de jeunes adolescents n'ont jamais envisagé de se faire dépister. Cette horrible maladie se propage par la honte et le silence, et tout le monde est à risque. Pour sauver des vies, l'ambassade des États-Unis à Bamako s'efforce de fournir un traitement vital grâce au Plan d'urgence du président pour la lutte contre le SIDA (PEPFAR). Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement du Mali et les Organisations de la société civile (OSC), le ministère de la Santé, le Fonds mondial de lutte contre le VIH / SIDA, la tuberculose et le paludisme, l'ONUSIDA, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et d'autres partenaires pour contrôler cette épidémie.

Les statistiques montrent qu'en 2017, seulement 56% des personnes infectées au Mali savaient qu'elles avaient contracté la maladie et que seulement 47% d'entre elles prenaient les antirétroviraux que le PEPFAR

## Région de Kidal : Le MNLA se réunit en congrès à Kidal



Après le congrès du HCUA fin octobre, un autre groupe armé tient son congrès à Kidal, le MNLA. Le mouvement indépendantiste touareg devrait notamment discuter de l'accord de paix d'Alger.

Comme le HCUA, le MNLA est membre de la Coordination de l'Azawad, la CMA, qui contrôle la ville de Kidal et qui est signataire de l'accord de paix d'Alger de 2015. Un accord qui peine à être appliqué et qui devrait être au cœur de ce congrès, dont l'objectif affiché est de « réorganiser les actions du mouvement pour qu'il soit en adéquation avec les réalités du moment ».

Cette réalité est aujourd'hui bien sombre, avec un accord de paix qui patine, une insécurité qui perdure que ce soit à Kidal ou dans le centre du Mali. Un contexte qui avait conduit il y a un mois le HCUA, groupe allié du MNLA, à proposer une fusion de tous les mouvements armés du nord du Mali pour aller vers une plateforme politique commune.

Le MNLA va-t-il tirer les mêmes conclusions à l'issue de son congrès ? Le mouvement, qui de l'avis de ses dissidents a perdu de la voix et du terrain, au profit du puissant HCUA ne fera en tout cas pas l'économie d'une réflexion sur l'état de ses forces et sur son projet politique dans le cadre de la CMA.

Pour lancer les discussions, les ex-rebelles ont convié de nombreuses personnalités locales, mais aussi plusieurs délégations de pays voisins. Des invités accueillis dans une ville peinte aux couleurs du MNLA pour trois jours encore de festivités.



fournit. S'il vous plaît, si vous avez peur de courir un risque, faites-vous dépister ! Si vous découvrez que vous êtes séropositif, il existe des traitements efficaces pour affaiblir la maladie.

## Fin du dérapage éducatif sur l'internet au Mali : L'Assemblée Nationale sonne la fin de la récréation



**D**ans ce le cadre de la transposition de la directive C/DIR/1/08/11 du 19 aout 2011 sur la lutte contre la cybercriminalité dans l'espace CEDEAO, les honorables députés ont voté, jeudi, le projet de loi portant répression de la cybercriminalité par 101voix pour, zéro contre et zéro voix abstention.

Aux termes de la nouvelle loi, quiconque produit, enregistre, offre, met à disposition diffuse, transmet une image ou une représentation présentant un caractère de pornographie infantile, par le biais d'un système d'information, sera punie de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de 5.000.000 à 15.000 000 de FCFA.

Les cas de création, de téléchargement, de diffusion ou de mise à disposition du matériel raciste et xénophobe par le biais d'un système d'information sont sanctionnés par la réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de 1.000.000 à 10.000.000 de FCFA. Les injures ne sont pas en reste. Proférées par le biais d'un système d'information envers une personne, elles sont punies d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 1.000.000 à 10.000.000 de FCFA ou de l'une de l'autre de ces deux peines.

Est par ailleurs puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 400.000 à 5.000.000 de Francs CFA ou de l'une de ces deux peines, quiconque fournit ou importe un moyen de cryptologie n'assurant pas exclusivement des fonctions d'authentification ou de contrôle d'intégrité sans satisfaire à l'obligation de déclaration préalable auprès de l'Autorité compétente. La peine est beaucoup plus lourde quand il s'agit d'extorsion de fonds au moyen de reproduction de signature, écrits, actes, titre sou pièce quelconques moyen des technologies de l'information et de la communication – soit un emprisonnement d'un an à cinq ans en plus d'une amende éventuelle de 100.000 à 10.000,000 de Francs CFA. Idem pour le vol, l'escroquerie, le recel, l'abus de confiance et le chantage, entre autres, commis au moyen de données informatiques passibles également de peine d'emprisonnement d'amende tout aussi importantes. Le droit d'autre y trouve aussi son compte avec un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500.000 15.000 000 de FCFA pour toute personne coupable d'atteinte au droit moral de l'auteur d'une création informatique, à savoir un programme informatique ou une base de données.

■ **Amidou Keita**

## Communique du ministère de la sante et des affaires sociales suite a la suspension des services AMO dans les officines de pharmacies privées



Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique  
www.sante.gov.ml

**L**e ministère de la Santé et des Affaires sociales informe l'opinion publique nationale qu'une rencontre a eu lieu le mercredi 27 novembre 2019, sous la présidence du secrétaire général du ministère de la santé et des Affaires sociales, en présence des responsables de l'INPS, la CMSS, la CANAM, le SYNAPPO, le SYNAPHARM et le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens.

La réunion a convenu de ce qui suit :

- Le département de la Santé et des Affaires sociales s'est engagé à payer les factures impayées au plus tard dans 5 jours ;
- La tenue de la réunion de la Commission paritaire pour le suivi de ces paiements le mercredi 04 décembre 2019 ;
- La mise en place d'un comité de réflexion regroupant les différentes parties prenantes en vue d'une gestion durable.

Malgré ces mesures convenues, le ministère de la Santé et des Affaires sociales a été surpris d'apprendre la suspension, à partir du vendredi 29 novembre 2019, des services AMO au niveau des Officines de Pharmacies privées, décidée lors d'une Assemblée générale extraordinaire SYNAPPO/SYNAPHARM.

Le département reste résolument engagé à poursuivre les efforts en cours pour trouver dans les meilleurs délais une issue favorable à cette situation.

Le département de la Santé et des Affaires sociales rassure l'opinion nationale que les services AMO restent disponibles dans les autres structures sanitaires conventionnées par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, sur toute l'étendue du territoire national.

**Le Ministre**  
**Fait à Bamako, le 28 novembre 2019**



---

**Achetez une puce équipée de  
l'application Mon répertoire à 500 F CFA  
seulement et sauvegardez tous vos contacts  
en toute sécurité.**

---

\* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA,  
abonnement mensuelle à 300F CFA

## Conférence Ministérielle de l'Union Africaine à Bamako : Suite et fin

Les rideaux sont tombés sur les deux jours de travaux qui ont réuni les représentants des Etats membres de l'Union Africaine, et de la Société Civile. En marge desdits travaux, une déclaration a été lue par les participants.

Découvrons cette importante déclaration qui sera déposée en haut lieu de l'UA. En fin d'après-midi du vendredi 29 novembre 2019, la délégation a été reçue à Koulouba par le Président de la République Ibrahima Boubacar Keita. Au cours de cette audience, le Président de la République a élevé le Commissaire à la Paix et la Sécurité au rang de chevalier de l'ordre de mérite national.

Lisons la Déclaration en encadré



AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

P.O. Box: 3243, Addis Ababa, Ethiopia, Tel.:(251-11) 551 38 22 Fax: (251-11) 551 93 21  
Email: situationroom@africa-union.org, oau-ews@ethionet.et

### DÉCLARATION DE BAMAKO SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES ET CONFLITS ENTRE LES COMMUNAUTÉS »

Bamako, les 28 et 29 novembre 2019

**1.** Nous, représentants des Etats membres de l'union africaine concernés et de la société civile, réunis au niveau ministériel, les 28 et 29 novembre 2019, avec le soutien de l'organisation des Nations Unies et la participation de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) ;

**2.** Rappelant les recommandations de la 575eme réunion de conseil de paix

et de sécurité de l'Union africaine tenue à Addis Abeba le 11 février 2016 ayant «**souligné la nécessité impérieuse d'une gestion efficace, transparente, ainsi que d'une répartition équitable des ressources naturelles d'un pays qui assurent l'intérêt et le bien-être des**

populations et communautés locales et du pays dans son ensemble »;

**3.** Rappelant également la décision de la 838<sup>ème</sup> réunion du conseil de paix et de sécurité de l'union africaine du 9 avril 2019 requérant la commission d' «élaborer en collaboration avec d'autres organisations et mécanismes concernés un cadre crédible de prévention, de gestion et de règlement efficaces des conflits locaux, y compris la violence intercommunautaire, la transhumance et les questions foncières »;

**4.** Préoccupés par l'augmentation, l'expansion géographique, la complexification des conflits liés à l'exploitation et à la gestion des ressources naturelles ainsi que des problèmes de gouvernances en lien avec cette question ;

**5.** Notant les liens inextricables entre le changement climatique, la paix et la sécurité, soucieux d'en atténuer les effets négatifs sur la cohésion au sein des communautés et **soulignant** la nécessité d'adopter des approches innovantes pour renforcer la résilience des populations affectées ;

**6.** Condamnons l'instrumentalisation par les groupes armés terroristes et d'autres entités criminelles, des compétitions autour des ressources, en vue d'accroître leur emprise sur les communautés et de financer leurs activités ;

**7.** Exprimons notre préoccupation face à la persistance de ces conflits qui ont des effets négatifs sur la sécurité humaine, notamment la situation humanitaire, l'économie, la cohésion sociale, la gouvernance et l'Etat de droit dans les pays concernés ;

**8.** Réaffirmons que le maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens relève de la compétence souveraine des Etats ;

**9.** Soulignons le caractère transnational croissant des conflits intercommunautaires liés aux ressources naturelles qui



constituent un défi à la paix et à la sécurité internationales et appelons à une mobilisation régionale, continentale, internationale en vue de juguler ses effets et apporter des appuis multiformes aux Etats concernés ;

**10.** Affirmons l'importance de la coordination et de la complémentarité des initiatives et actions en particulier dans les domaines de l'alerte rapide pour une prompt réponse aux conflits liés à l'accès aux ressources naturelles ;

**11.** Appelons les Etats membres de l'Union africaine à se doter de cadres d'intervention et de partenariat en s'appuyant sur les instruments suivants, en particulier :

- L'acte constitutif de l'union africaine ;
- Le protocole relatif à la création du conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'union africaine ;
- La politique africaine commune de défense et de sécurité (PACDS) ;
- Le cadre d'orientation sur la réforme du secteur de sécurité ;
- Le pacte africain de non-agression et de défense commune ;
- La convention de l'UA sur la coopération transfrontalière (convention de Niamey) ;
- Le cadre stratégique de l'Union africaine pour le pastoralisme en Afrique ;
- La déclaration de Malabo sur une croissance accélérée de l'agriculture et une transformation pour une prospérité partagée des moyens d'existence améliorées ;



- La convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles ;
- La charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, etc.

**12. Encourageons** les Etats membres à signer, à ratifier et à transposer en droit interne les instruments juridiques pertinents en vue de faciliter la mise en œuvre des actions convenues dans la présente déclaration ;

**13. Exhortons** la commission de l'Union africaine, en collaboration avec les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux compétents, à élaborer un cadre politique pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits locaux assorti d'un plan d'action ;

**14. Convenons** que les objectifs du plan d'action puissent répondre aux objectifs suivants :

- le soutien aux efforts locaux, nationaux et internationaux dans la prévention et la gestion des conflits entre communautés en tenant notamment compte :

- de l'établissement de cadastres nationaux dans les Etats concernés et une étude sur les réformes agraires nécessaires pour faire face à ce défi ;
- des réformes juridiques et de la revalorisation de la justice traditionnelle ;
- de la redynamisation des mécanismes traditionnels de médiation et d'arbitrage et leur accompagnement par des programmes de développement socio-économiques ;
- des programmes de renforcement des capacités en matière de gestion des conflits locaux en assurant la participation effective des femmes et des jeunes ;
- du développement d'une stratégie de communication visant à combattre la radicalisation et l'instrumentalisation de ces conflits à des fins criminelles ;
- identifier les mesures adéquates pour faire face aux effets des changements climatiques sur les communautés ;
- déployer en tant que de besoin les outils de l'UA, en particulier celui programme frontalier de l'UA (PFUA) pour aider les Etats membre dans leurs efforts portant notamment sur la cohésion sociale ainsi que la sécurité communautaire ;
- l'identification, la valorisation et la stan-

dardisation des bonnes pratiques et des politiques ainsi que leur vulgarisation ;

- l'engagement d'une réflexion commune pour opérer une réappropriation de toutes les données propres à ces conflits, et promouvoir une solution africaine dans le respect des traditions et valeurs locales ;
- la coordination des interventions favorisant la cohésion sociale entre les communautés, notamment :
  - Réinstaurer la confiance entre l'Etat et les populations ;
  - Veillez à ce que les systèmes de justices, tant régaliens que traditionnels, soient effectivement mis en application dans l'intérêt des populations concernées renforçant ainsi la confiance de ces dernières vis-à-vis de l'Etat ;

**15. Convenons** de soumettre au conseil de paix et de sécurité de l'UA cette déclaration, conformément à la résolution adoptée lors de sa 838ème réunion.

Fait à Bamako, le 29 novembre 2019.



GESTION  
DES  
RESSOURCES  
HUMAINES

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest

## Conférence Ministérielle à Bamako : La cérémonie de clôture a été marquée par la lecture de la déclaration



**P**our mieux comprendre la teneur de cette importante rencontre, nous avons tendu notre micro au Commissaire à la Paix et Sécurité de l'Union Africaine l'Ambassadeur Smaïl CHERGUEI.

**Excellence Monsieur l'Ambassadeur, est-ce que, vous pouvez nous parler un peu des conclusions de la conférence ministérielle de Bamako ?**

**Smaïl CHERGUEI :** Au nom du ministre, et de moi-même, donc je voudrais d'abord vous remercier vous, nos amis de medias, qui nous avez aussi accompagné pendant ces deux jours, dans cette évènement très important. Je voudrais vous dire que, finalement nous avons été au rendez-vous ici, une nouvelle fois à Bamako. L'esprit de Bamako, finalement nous a permis d'atteindre l'objectif pour lequel nous sommes venus ici. C'est-à-dire, sortir avec une déclaration consensuelle, à la fois des participants des Etats membres, mais également toutes les organisations sous régionale, les mécanismes régionaux, les mécanismes aussi Ad'hoc, comme la force multinationale mixte le G5 sahel, et aussi les organisations de la société civile. Donc nous avons pu traiter, avec sérénité de cette question extrêmement difficile, et grave, des violences entre communautés, des violences locales, liées aussi à l'exploitation des ressources naturelles. Donc, nous avons non

seulement arrêté un certains nombres de mesures concrètes, qu'il faudra prendre, pour d'abord se prémunir de leur instrumentalisation, par les groupes terroristes, et tous les networks criminels. Nous avons les réseaux criminels. Nous avons également souligné, et rappelé un certains nombres d'actions nécessaires, liées à la justice, à l'effort aussi de bons offices, de négociations, et de médiations tant au niveau national, mais surtout de réhabiliter, cette recherche que nous avons au niveau locale. Donc, qui plonge ces racines dans nos traditions, et nos valeurs ancestrales. Donc, je pense que, nous avons également souligné, le fait qu'il faut s'adressé, à toutes causes profondes, les questions de marginalisations, les questions d'injustices, les questions de corruptions. Pour faire en sorte que, nos popula-

tions joignent leurs efforts à ceux de leurs Etats dans toute l'Afrique. Nous ne parlons pas seulement du Mali, mais comme vous le savez, c'est une conférence qui concerne tout le continent africain. Nous pour que nous puissions réellement juguler les conséquences de ces violences, et faire en sorte qu'on puisse les retourner en investissement renouvelé, dans la consolidation de la solidarité nationale, de la stabilité, de la cohésion nationale. Donc, je peux vous assurer que, le projet de déclaration est évidemment à votre disposition. Et d'ici même à Bamako, nous allons le soumettre au conseil de paix et de sécurité au niveau ministériel, qui se réunira le 05 Décembre à Luanda, pour son adoption. Et après Luanda, nous allons soumettre aussi soumettre ce projet de déclaration, au prochain sommet de l'Union Africaine en Février. Qui comme vous le savez, la thématique principale du sommet sera, de taire les armes. Donc, je pense que, c'est en cohérence avec les objectifs que nous nous sommes tracés à Bamako ici. Donc, je voudrais que vous soyez les témoins, de toutes notre reconnaissance, et de notre gratitude, pour le peuple, le gouvernement, et le president du Mali, pour nous avoir donné cette occasion de nous réunir dans d'excellente condition, et d'arriver à cette réalisation extrêmement importante, pour la paix et stabilité dans notre continent. Merci

■ **Transcrit par Demba SIDIBE, stagiaire**





## Point de presse de la MINUSMA : Le Texte liminaire de monsieur Olivier Salgado Porte-parole de la Mission

**C**e jeudi, 28 novembre 2019, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali a organisé un point de presse dans sa base sise à l'Aéroport Président Modibo Keita de Sénou à Bamako. Au cours de cette session, le Porte-parole de la Mission, Monsieur Olivier Salgado, a présenté les derniers développements des activités de la Mission.

### Voici le discours intégral très riche du porte-parole de la MINUSMA

Bienvenus à tous au point presse régulier de la MINUSMA avec aujourd'hui un invité que nous retrouverons dans quelques minutes. M. Oumar Ba, Chef du bureau de la MINUSMA à Gao, nous éclairera sur la situation dans la région ainsi que sur les dernières activités entreprises par la Mission.

### Direction de la MINUSMA

Pour une reprise prochaine des travaux du CSA : la Médiation Internationale ren-

contre les parties signataires. Le Chef de la MINUSMA, et les membres de la Médiation Internationale ont eu une série d'entretiens formels en vue de la reprise prochaine des réunions du CSA dans les jours à venir. Le 25 novembre, ils ont rencontré le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération inter-

nationale, M. Tiébilé Dramé, accompagné d'autres membres du Gouvernement malien.

Le lendemain, dans le même cadre et toujours accompagné de la Médiation internationale, le Chef de la MINUSMA a également échangé avec les représentants de la Plateforme et de la CMA. A l'issue de cette série d'entretiens, le Représentant Spécial a noté : « qu'à ce stade, il y a un accord pratiquement de base de la part du gouvernement et des mouvements pour qu'on puisse relancer le processus. » Il a également noté qu'il restait à s'accorder sur une date « mais qu'au moins la période de la première dizaine du mois de décembre fait





déjà consensus. »

**Attaque des FAMA à Tabankort.** Le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU au Mali, Mahamat Saleh Annadif, condamne fermement l'attaque terroriste contre les Forces Armées Maliennes (FAMA) qui a eu lieu le 18 novembre à Tabankort, dans la région de Ménaka, au Mali. Il exprime toute sa solidarité au Gouvernement et au peuple malien, ainsi que ses encouragements aux Forces de défense et de sécurité qui mènent actuellement avec courage des opérations offensives contre les ennemis de la paix.

**13 soldats français perdent la vie dans la zone des trois frontières.** Le 25 novembre, au cours d'une opération conjointe contre des éléments armés dans la zone du Liptako-Gourma (zone des trois frontières), 2 hélicoptères de la Force Barkhane engagés dans cette opération sont entrés en collision à 25km au Sud-Est de Indelimane causant la mort de 13 militaires français. Le Représentant spécial, M. Annadif, a salué la mémoire des soldats tombés au combat et présenté ses condoléances attristées au Gouvernement français, à l'ensemble des familles endeuillées, ainsi qu'aux soldats de l'opération Barkhane. La Force de la MINUSMA a envoyé des troupes en renfort pour la sécurisation du site.

**Visite de la Commission française de la défense nationale et des forces armées.** Le 22 novembre, le Chef de la MINUSMA, accompagné des membres de la direction de la

Mission, ont reçu ici même (HQ MINUSMA) une délégation de parlementaires français de la Commission de la défense nationale et des forces armées, conduite par le vice-président de la commission, M. Jean-Michel Jacques. M. Annadif a remercié la France pour sa contribution à la MINUSMA et a salué le partenariat

entre la MINUSMA et la Force Barkhane. Il a également expliqué le mandat de la MINUSMA à la délégation en soulignant l'importance de la primauté de l'aspect politique pour faire face à la détérioration de la situation sécuritaire. L'appui de la Mission dans la mise en œuvre de l'Accord d'Alger figurait aussi au menu des discussions.

**Visites de terrain de la Direction de la Force.** Le Général de corps d'armée Dennis Gyllensporre, Commandant la Force de la MINUSMA, était à Kidal puis à Tessalit les 13 et 14 novembre derniers pour une visite de terrain des unités militaires qui y sont déployées. Quant au Commandant adjoint de la Force, le Général de division Paul Ndiaye, il était à Sévaré le 13 novembre pour se rendre compte des progrès réalisés par les Casques bleus onusiens dans l'accomplissement de leur mission, mais aussi des défis auxquels ils sont confrontés aujourd'hui dans la région de Mopti.

### Rendez-vous internationaux et événements à venir

**Visite du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.** Dit « Comité des 34 », plusieurs de ses membres seront en visite





officielle au Mali au début du mois de décembre. Au Mali, le Comité se penchera sur des questions telles que la sécurité, la protection des civils ou encore le rôle du maintien de la paix dans sa consolidation. Seul organe intergouvernemental chargé d'examiner l'ensemble de la question du maintien de la paix, il exerce à la fois un contrôle des actions et des orientations du secrétariat de l'ONU et élabore des normes du maintien de la paix.

**16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre.** Il s'agit d'une campagne internationale pour la prévention et l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. La campagne se déroule chaque année du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, au 10 décembre, Journée des droits de l'homme. Cette année, la campagne « Tous UNIS » a marqué le début des 16 jours d'activisme sous le thème « Orangez le monde : la Génération Égalité s'oppose au viol ». Plusieurs activités sont prévues par la MINUSMA et les institutions nationales ainsi que de la société civile pour sensibiliser à la promotion, la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles. De janvier à octobre 2019, plus de 3 500 cas de violences basées sur le genre ont été recensés au Mali dont 97% sur des femmes.

**30e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant.** Le 20 novembre 2019, la MINUSMA en collaboration

avec la Coalition nationale des Organisations en faveur des Droits des enfants (CONAFE) a participé à la célébration de la journée internationale de l'enfant aux côtés des autorités nationales et des partenaires dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal. Cette journée qui est à sa 30e édition avait pour thème national « Agir pour les droits de tous les enfants dans un contexte de paix et de sécurité ». Cette journée a été aussi l'occasion de procéder au lancement régional de la campagne « Agir pour protéger » les enfants affectés par les conflits à Tombouctou, Gao et Kidal.

## Appui aux institutions

**Formation sur la décentralisation.** 119 préfets, sous-préfets, maires et membres des autorités provisoires et collèges transitoires suivent depuis le 23 novembre, à Bamako, un atelier de 10 jours pour renforcer leurs capacités sur les politiques et mécanismes clés de décentralisation. Cette activité est menée par le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation avec l'appui financier, logistique et technique de la MINUSMA. Des autorités de Tombouctou, Taoudéni, Gao, Ménaka et Kidal y participent.

**Visite du Gouverneur de Mopti et de la MINUSMA à Peh.** Suite à une attaque perpétrée dans la nuit du 13 au 14 novembre dernier contre le village de Peh, dans la région de Mopti, le 18 novembre dernier, le Gouverneur de la Région, Abdoulaye Cissé et Fatou Dieng Thiam, la Cheffe du Bureau régional de la MINUSMA, y ont effectué une visite. Le but de ce déplacement était de témoigner leur soutien aux habitants du village.

**Renforcement des capacités des femmes élues.** Le 14 novembre, le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD), en partenariat avec la MINUSMA, a lancé un atelier de trois jours pour renforcer les capacités des femmes élues aux conseils municipaux dans la région de Mopti sur la décentralisation, l'administration publique et le développement local. Plus de 300 conseillères municipales représentant les huit cercles de la région de Mopti et la quasi-totalité des 108



communes ont participé à cet événement. La MINUSMA a appuyé l'organisation de cet événement consciente de l'importance de la participation des femmes aux processus décisionnels locaux et de la nécessité d'intégrer la dimension de genre dans les initiatives locales de développement et de cohésion sociale.

## Mise en œuvre de la Stratégie de stabilisation du Centre du Mali

**Formation des journalistes.** Le Secrétariat permanent du Cadre politique de gestion de la crise, en collaboration avec l'Union des radios et télévisions du Mali, a organisé des formations à près d'une centaine d'animateurs et d'animatrices de radio et des communicateurs et communicatrices traditionnels des régions de Mopti et Ségou ainsi que des journalistes de Bamako à Mopti du 19 au 21 novembre et à Ségou du 25 au 27 novembre 2019. A la demande du Secrétaire permanent, la MINUSMA a fourni un appui technique, logistique et financier dans la préparation et la réalisation des deux ateliers de formation.

Les formations ont porté sur les structures du Cadre politique de gestion de la crise, la Stratégie de stabilisation du Centre et le renforcement des capacités en communication, notamment concernant l'éthique, la déontologie, la liberté et la responsabilité des journalistes et le traitement de l'information en période de crise, ainsi que les genres radiophoniques. Les formations ont renforcé les ca-



pacités des journalistes, animateurs et animatrices de radios et communicateurs traditionnels pour une meilleure gestion de l'information sur la Stratégie de stabilisation du Centre.

## Appui aux communautés

**Appui au « Festival des couleurs ».** Initié par la fédération des mouvements civils de résistance dans la réalisation du « Festival des couleurs », cet événement vise à faciliter les échanges entre leaders communautaires dans les cercles de Gao. L'objectif est d'encourager une meilleure implication des différentes couches de la société dans le renforcement de la cohésion et une implication communautaire renforcée dans le processus de paix. Deux at-

eliers ont d'ores et déjà été organisés, respectivement dans le cercle de Bourem, le 2 novembre, et dans le cercle d'Ansongo, le 26 novembre. Le dernier atelier aura lieu dans le cercle de Gao. La clôture de l'initiative sera marquée par une soirée culturelle qui associera l'ensemble des communautés.

## Semaine sportive, artistique, culturelle et touristique de la région de Tombouctou.

La MINUSMA a accordé un soutien financier à cette initiative à travers un projet à impact rapide de réhabilitation d'infrastructures sportives favorisant la recherche de terrains d'entente pour la jeunesse locale. Environ 3 000 personnes provenant des cinq cercles de la région ont participé à l'évènement qui a eu lieu du 22 au 28 novembre.





## Réduction de la violence communautaire

Remise de 100 kits agricoles. Le 22 novembre, la MINUSMA a remis à Mopti un projet de réduction de la violence communautaire (CVR) au Ministère des affaires religieuses et du culte. Il consiste en 100 kits agricoles qui seront distribués à 100 jeunes formés à l'agrobusiness. Ce projet vise à soutenir les efforts du Gouvernement dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Dialogue communautaire et cohésion sociale  
Dialogue intra-communautaire pour les leaders de la communauté de Daoussahaq. Il a eu lieu avec l'appui de la MINUSMA du 19 au 20 novembre. Plus de 70 participants venant de plusieurs cercles de la région de Ménaka ont identifié les causes des conflits et recherché des solutions potentielles. Les participants au dialogue se sont engagés à mettre en œuvre ces solutions, qui ont été entérinées et signées par 20 dirigeants communautaires de Daoussahaq.

Un événement similaire s'est tenu avec les leaders de la communauté Imajaghane les 24 et 25 novembre. L'événement a réuni 40 participants de toute la région de Ménaka avec pour objectif d'encourager les discussions sur les racines de la violence intercommunautaire et intracommunautaire dans la région, ainsi

que les solutions possibles.

Deux forages pour réduire les conflits intercommunautaires. Ce projet d'un montant de plus de 71 millions de F CFA lancé grâce à l'appui financier du Fonds fiduciaire permettra aux communautés des communes de Gounzoureye et d'Intilit (région de Gao) de renouer le dialogue.

## Activités de la Police

**Renforcement des capacités.** Du 14 au 24 novembre la Police des Nations unies (UNPOL) a effectué 14 formations au profit de 236 agents des Forces de sécurité maliennes. Ces formations visent à améliorer les compétences des membres de Forces de sécurité et à développer leurs services conformément aux normes internationales.

**Patrouilles de sécurisation.** Dans la même période, plus de 200 patrouilles conjointes avec les Forces de sécurité maliennes. Ces activités ont pour objectif d'atténuer les activités criminelles, les menaces en particulier dans les régions du Centre et du Nord du Mali.

## Activités de la Force

**Engins explosifs improvisés.** Hier, le 27 novembre, un convoi logistique de la Force de la MINUSMA a découvert un engin explosif im-

provisé sur son parcours à environ 42 km au nord-est d'Anéfis dans la région de Kidal. Une équipe de neutralisation des explosifs et munitions de la MINUSMA a pu désamorcer la mine. Le convoi de la force a repris vers Anéfis après avoir terminé la détection et le nettoyage de la zone.

Toujours hier, un véhicule de la MINUSMA a heurté une mine à environ 36 km au Sud-ouest de Kidal, aucun blessé, mais le véhicule a été endommagé.

**Opérations de protection des civils dans le Centre.** L'opération Oryx se poursuit avec l'intensification des patrouilles dans les cercles de Bankass, et de Bandiagara pour assurer la protection des populations. Par ailleurs, aux cours des deux dernières semaines, la Force a effectué au Mali 1 535 patrouilles de toutes sortes sur l'ensemble de sa zone d'opération. Ces patrouilles aussi bien terrestres qu'aériennes, contribuent à réduire les violences sur les populations et à ramener le calme dans les zones où les tensions communautaires sont signalées.

Gao. Suite aux attaques contre les FAMA à Indelimane et Tabankort, la Force a renforcé sa présence dans cette zone avec notamment des moyens aériens supplémentaires prépositionnés à Gao.

■ Moctar Sow

## Assiette des recettes de l'Etat : La douane joue sa partition !

**L'année 2019 a été, sans doute, la dure année pour l'Inspecteur général des Douanes, Mohamet Doucara depuis son arrivée à la tête des Douanes maliennes. L'Inspecteur général, Mohamet Doucara et ses lieutenants ont dû carburer fort pour afficher, en fin novembre 2019, un taux de réalisation de 85% des objectifs de mobilisation des recettes douanières.**

**M**ême sevrées des recettes douanières de toutes les régions du nord et d'une bonne partie des régions de Ségou et Koulikoro, les Douanes maliennes, à la date de fin novembre 2019, n'ont plus qu'à recouvrer 150 milliards de F CFA pour atteindre les objectifs douaniers de 2019. Mais, ce résultat, bien qu'annonçant un gap de 100 milliards de F CFA sur l'objectif annuel des Douanes, n'est pas un cadeau du ciel. L'Inspecteur général, Mohamet Doucara et ses Lieutenants sont partis l'arracher pratiquement dans seulement trois régions véritablement opérationnelles pour les activités douanières, à savoir Kayes, Sikasso et le district de Bamako. Les autres parties du Mali ne participant plus à l'essor économique du pays du fait de l'emprise des

Djihadistes et terroristes de tous genres. Mais ce n'est pas tout. A ces facteurs, s'ajoutent d'autres causes exogènes qui ont, profondément, affecté le fonctionnement normal de tous les services d'assiettes de l'Etat. Des facteurs qui ont empêché la mobilisation d'une bonne partie des recettes fiscales et douanières. Il s'agit, entre autres, des Impôts et des Domaines de l'Etat.

Pour rappel, les hommes de Mathias Konaté, Directeur général des Impôts, ont été tout récemment confondus à une tentative de détournement de la bagatelle de plus de cinq milliards de FCFA au profit d'une société liquidée.

Il a fallu toute la vigilance du ministre de l'Economie et des Finances, Dr Boubou Cissé pour déjouer le piège. Depuis lors, le ménage a été fait dans tout le circuit de traitement des dossiers ainsi qu'au niveau des chefs qui ont été relevés de leurs postes respectifs.

Une situation qui a été certes gérée à l'amiable, mais qui ne demeure pas moins une compromission en défaveur de l'Etat.

Quant aux Domaines de l'Etat, ce service est éclaboussé par le bradage, à tour de bras, de tout le patrimoine foncier de l'Etat. Tous les bâtiments publics ont été vendus en catimini

à certains grands commerçants parfois à vil prix.

Toutefois, malgré toutes les difficultés du moment, l'actuel patron des Gabelous a tenu et ses efforts méritent d'être reconnus et salués. Il a pu respecter les règles dures et strictes de la mobilisation des recettes douanières et séduire les partenaires techniques et financiers du Mali.

En effet, malgré le quota de 681 milliards de F CFA qui lui ont été fixés, il a tenu à mettre fin à la pratique des anticipations qui était le fort de tous ses prédécesseurs. Il a, en effet, décidé qu'aucun jour d'anticipation ne sera plus autorisé.

L'autre mesure phare qu'il a prise est relative à l'arrêt du mois calendaire douanier.

Le mois douanier est, en effet, clôturé le 30 de chaque mois. C'est une révolution propre à lui quand on sait que le mois douanier pouvait aller jusqu'à 15 jours après la clôture officielle du mois.

Ainsi, les partenaires techniques et financiers, ayant bien apprécié et compris le sens de sa pédagogie, ont accepté un rabatement et à 621 milliards de F CFA.

Au jour d'aujourd'hui, malgré les différentes grèves des partenaires, à savoir les transitaires, les transporteurs et mêmes les menaces du syndicat des Douanes entre autres mais aussi et surtout l'état défectueux des voies d'acheminement des cargaisons, le blocage des routes, les services des Douane ont vraiment mouillé le maillot.

Sur les 621 milliards de F CFA attendus en fin 2019, la Douane est aujourd'hui à 85% de réalisation en fin novembre.

L'année dernière au même moment, c'est-à-dire en septembre, la douane était à 420 milliards de F CFA.

Aujourd'hui, en fin novembre, il ne reste plus que 150 milliards à recouvrer.

A en croire un responsable douanier au fait des choses, tous les services sont mobilisés pour l'atteinte des objectifs budgétaires.

C'est dire que même si l'actuel Directeur général des Douanes et ses hommes n'ont pas pu atteindre les 621 milliards de F CFA, il faut quand même leur tirer le chapeau. En effet, les réformes courageuses qui ont été entreprises, ainsi que le style managérial, donnent de l'espoir.

■ Ibrahim Sanogo





## Infrastructures routières : Plus de 500 km de pistes rurales réalisées en 2019

Les membres du Comité de pilotage du Projet d'amélioration de l'accessibilité rurale (PAAR) ont tenu, le jeudi 28 novembre 2018, leur 3ème comité dans la salle de conférence de l'Unité nationale de Coordination (UNC). Au cours de cette rencontre, les membres du comité ont fait le point de l'activité de 2019 arrêtée à la date du 30 septembre et examiné le programme de travail et le budget de 2020. Il ressort de la réunion que 572 km de pistes rurales ont été réalisées en 2019 avec un léger retard dans l'exécution des travaux. Ces pistes rurales aménagées dans les régions de Sikasso et Koulikoro viennent s'ajouter à 445 km de pistes rurales réalisées en 2018, année de démarrage du projet.

**S**elon le Coordinateur du projet, Daouda Moussa Koné, en plus des 683 km de pistes rurales prévues en 2020 dans les régions de Sikasso et Koulikoro, des études seront entamées, l'année prochaine en vue de l'extension du projet PAAR dans les Régions de Kayes, Ségou, Mopti et les régions du nord. A l'en croire, ce projet PAAR est le premier projet de désenclavement rural au Mali. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale des transports, des infrastructures de transports et du désenclavement. Il touche cinq des huit axes stratégiques, à savoir: entretien et réhabilitation des équipements et infrastructures existants, poursuite du désenclavement intérieur et extérieur par la construction de nouvelles infrastructures de qualité et le changement des caractéristiques techniques, développement et promotion du transport rural, renforcement du mécanisme de financement de l'entretien routier et la promotion de la sécurité et de la sûreté des transports. "L'objectif du projet est d'améliorer et pérenniser l'accès routier des communautés paysannes aux marchés et aux services de base dans la zone d'intervention du projet", explique le Coordinateur du PAAR.

Il a rappelé que la phase initiale du PAAR

concerne les régions de Sikasso et Koulikoro pour une durée de cinq ans.

Le projet est financé par le gouvernement du Mali et la Banque mondiale pour un montant total de 45 281 248 000 F CFA.

Le financement de l'Etat malien, estimé à 3, 300 milliards F CFA, est destiné à couvrir le coût des travaux d'entretien courant des pistes pour un montant de 3, 080 milliards F CFA et le financement des plans d'actions de réinstallation pour un montant 220 millions F CFA. A son terme, le projet aménagera 1700 km pour relier les zones de productions aux zones de consommation dans les régions de Sikasso et Koulikoro.

Mais ce n'est pas tout. Au-delà, le projet œuvre aussi à l'amélioration des conditions de vies des populations bénéficiaires à travers la réalisation des aménagements connexes de base dans les villages, le long des pistes, à la demande des communautés.

Selon le représentant du ministre des Infra-

structures et des Equipements, Cheick Oumar Diallo, ces aménagements connexes concernent: les périmètres maraichers et plates-formes multifonctionnelles pour les femmes, les points d'eau, les magasins, les hangars des marchés, les parkings, les clôtures, la réhabilitation des salles de classe et les salles de classe additionnelles pour les écoles, la réhabilitation des centres de santé.

A ces aménagements, s'ajoutent les travaux pilotes d'entretien courant des pistes et l'appui à la sécurité routière à travers, entre autres, la conception et la diffusion des outils pédagogiques dans 100 établissements scolaires, la formation et la sensibilisation de 100 chauffeurs et conducteurs routiers. " Tous ces travaux se font en synergie avec les comités régionaux de base qui choisissent les pistes et qui en assurent le maître d'ouvrage", rassure le représentant du ministre des Infrastructures et des Equipements.

A signaler que le PAAR va bénéficier directement aux communautés paysannes d'environ 650 000 personnes dans les régions de Sikasso et Koulikoro, dont 51% de femmes, et créera environ 144 000 emplois en cinq ans.

■ Ibrahim Sanogo



## Eau, Hygiène, Assainissement et Nutrition : **Water aid se prépose**



Water aid et ses partenariats ont organisé une réunion de partage sur la stratégie nationale eau, hygiène, assainissement (WASH) et nutrition au Mali vendredi dernier, 29 novembre 2019, à Bamako. Cette activité avait pour objectif d'améliorer les connaissances d'environ 25 journalistes sur la stratégie nationale WASH et nutrition.

Cette rencontre a été initiée par Water aid et ses partenaires en vue de partager avec les hommes de médias sur l'importance de la stratégie nationale en matière d'eau, l'assainissement, l'hygiène (WASH) et nutrition. Force est de reconnaître que c'est la première que le Mali ait une stratégie nationale prenant en compte les deux secteurs. Cette initiative visait à informer les hommes de médias afin qu'ils puissent édifier l'opinion publique. « **Water Aid est en train de faire des efforts pour que les deux secteurs soient intégrés et pour qu'on puisse avoir plus d'impact** » a souligné Ichaka Sangaré, chargé de communication et des campagnes à Water Aid. « **Le problème de la malnutrition concerne plus généralement, ceux qui vivent dans les quartiers périphériques, dans les bidons villes, parce qu'ils**

**vivent dans les milieux insalubres** » Dr Bagayogo, spécialiste en nutrition.

À travers la campagne « un départ sain », Water aid envisage des actions de sensibilisations sur l'importance du WASH (eau potable, assainissement et l'hygiène), pour la réduction de la malnutrition, la mortalité néonatale et infantile. Elle est l'axe prioritaire de plaidoyer de Water aid sur la période 2015-2020. Ce projet WASH et nutrition, mise en œuvre par Water aid et ses partenaires, vise à améliorer l'intégration du WASH dans la nutrition. Il comprend trois axes à savoir la prévention et la prise en charge de la malnutrition, le renforcement de la coordination intersectorielle, le plaidoyer pour l'intégration du WASH dans le plan d'action multifactoriel de la nutrition.

Compte tenu de l'importance du WASH et nutrition, les décideurs doivent s'imprégner du contenu de cette nouvelle stratégie afin de l'adapter aux politiques et programmes de santé et de nutrition. En outre, des autorités, la population dans son ensemble doit s'intéresser cette nouvelle œuvre pour un changement de comportement pour le bonheur de tous. Pour se faire, il faut notamment sensibiliser le personnel de la santé afin d'éclairer la lanterne des populations sur l'importance

de l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène pour la prévention des infections en milieu de soins. « **En réalité, la santé gère les conséquences de la nutrition** » a insisté Daouda T Maïga, coordinateur de la cellule nationale de malnutrition.

Selon l'OMS 50 % des cas de sous-nutrition associées à des infections dues aux mauvaises conditions d'accès à l'eau potable, d'hygiène et d'assainissement. Il contribue au décès de 860 000 enfants dans le monde. Ainsi, le rapport mondial sur la nutrition 2017 a indiqué qu'un enfant meurt toutes les deux minutes suite à des maladies diarrhéiques causées par une eau insalubre, un assainissement inadéquat et de mauvaises pratiques d'hygiène. Force est de reconnaître qu'au Mali, toutes les dix minutes, un enfant meurt à cause de la malnutrition. « **La malnutrition, c'est l'ensemble du processus de transformation et d'assainissement des aliments par l'organisme** » a précisé Ichaka Sangaré. A-t-ajouté que « **la malnutrition signifie également la sous-nutrition ou la surnutrition** ».

Au cours de cette rencontre, l'un des spécialistes en nutrition, a indiqué que « quand quelqu'un devient malnutri chronique, il ne peut pas être un bon ouvrier, ni un bon cadre et il ne peut pas servir la nation ». Chaque année, pour ce spécialiste, le Mali perd environ plus de 265 milliards, cela lui pourrait être investi autrement pour le bonheur de tous.

Pour vaincre la malnutrition, il faut impérativement assurer la sécurité alimentaire, sanitaire, nutritionnelle, ainsi que l'éducation et un environnement sain. « Plusieurs études non-expérimentales suggèrent une corrélation directe entre le niveau d'accès à l'eau et l'assainissement et la croissance » a dit Daouda T Maïga. Une autre étude a montré une association entre le manque d'hygiène et l'assainissement. En outre, une analyse économétrique récente dans 65 pays en Afrique et en Asie a montré aussi que les différences entre les pays en matière d'assainissement expliquent 54 % de la variation de la taille moyenne des enfants. « **Plus le niveau d'assainissement est élevé dans un pays, mieux les gens ont la commodité de réduire les 54 % de la taille moyenne des enfants** » a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

## Par-dessus la tête des maliens : IBK s'adresse aux français



**Comment parler aux autres en faisant croire qu'on parle aux siens ? Ou les acrobaties du contorsionniste de Sébénikoro.**

IBK a encore parlé. Encore, oui. À qui s'adresse-t-il ? À « Mes chers compatriotes, Maliens de l'intérieur et de la diaspora, Hôtes du Mali », sur le papier. Hôtes du Mali ? C'est du nouveau. À qui a-t-il pensé en utilisant l'expression Hôtes du Mali ? Le mot « désigne » indifféremment aussi bien celui qui reçoit que celui qui est reçu. Donc, que veut dire IBK en introduisant cette nouveauté dans le préambule de son laïus ? Manifestement, il joue sur les mots pour dérouter ceux qui se considèrent comme son auditoire alors qu'ils ne le sont que par incidence, par prétexte. Cela fait un long moment que les maliens élisent à leur tête des présidents qui ne leur parlent pas quand ils s'adressent à eux. Par-dessus leurs têtes, ils s'adressent à l'étranger. On en a vu un spécimen qui sortait du Mali pour parler...du Mali. Une fois, il a poussé la prouesse jusqu'à tenir un propos à l'aéroport Senou pour en tenir le contraire une fois atterri dans une capitale d'un pays voi-

sin.

« Hôtes du Mali » : est-ce que c'était écrit dans la version originale du discours du samedi soir, une improvisation (IBK, n'est pas très « discipliné » en matière de lecture d'intervention écrite), un ajout de dernière minute, un lapsus ou une malice ? L'on peut être sûr que IBK a bien voulu dire « Hôtes du Mali » : pour nous embarquer par feinte de corps à penser qu'il vise les maliens de l'extérieur. Alors qu'il vise l'extérieur tour court : et plus précisément la France de MACRON et les autorités qu'il espère rencontrer là-bas. IBK voulait dire : j'arrive.

La première phrase de celui qu'aucun malien n'appelle plus 'Kankeletigui' (Celui qui n'a qu'une parole) le samedi soir ne fut-elle pas : « Voici pour la troisième fois en six mois, l'enjeu particulier du moment m'amène à m'adresser à vous ». Et il enchaîne aussitôt : « Ce soir également, ce soir comme les fois précédentes, comme à chaque fois que j'ai pris la parole, j'appelle au rassemblement et au sursaut, en droite ligne de ce que chaque dirigeant de cette vieille terre a fait quand les temps l'exigeaient, et en droite ligne de ce que ce peuple résilient a su faire contre tous les

périls qui menaçaient son unité et son identité.

Or, aujourd'hui notre unité et notre identité sont en jeu. Le pays est en guerre, je ne cesserai de le rappeler ».

### Paroles, paroles, chantait la française

Donc, lui-même est conscient qu'il parle trop et que ses paroles ne sont jamais suivies du moindre effet des promesses faites sur le ton grave et martial. C'est ainsi qu'il avait menacé le général COULIBALY en direct devant les caméras. Rien n'a suivi malgré la débandade militaire similaire presque immédiate. Que des paroles. Et puis, pourquoi toutes ces tournures et contorsions pour en arriver à constater que l'on était en guerre, depuis 2012, il précisera par la suite, et qu'il l'avait rappelé et qu'il le répèterait toujours ? C'est vrai, il l'a dit et redit sur un ton martial que nous étions en guerre. À la manière de celui qui va prendre des actions décisives et radicales.

Lui qui l'Assemblée nationale du Mali a voté 1230 milliards de francs CFA pour équiper les forces de sécurité et de défense (FSD). Mais les camps sont attaqués parce que les soldats sont obligés tous les jours d'aller chercher de l'eau dans les puits et qu'ils ne bénéficient pas du minimum de sécurisation. Et il parle de résilience pour on ne sait quels peuples et dirigeants pour finir par tenter de flatter les maliens et de les caresser dans le sens du poil. Histoire de les amadouer dans leur égo et de les préparer à recevoir le seul et vrai motif de la énième adresse à la Nation : dire qu'il va en France assister aux obsèques des 13 soldats français tués au Mali.

Voilà la vraie raison de l'adresse à la Nation du samedi 30 novembre 2019. Obsèques prévues pour le lundi 2 décembre. Et ce, après avoir dit aux maliens qu'ils étaient ingrats d'être hostiles aux français pour leur demander de partir. « Nous n'avons non plus aucune raison de mordre la main de ceux qui nous tendent les leurs aujourd'hui ». Il peut alors prononcer, toujours à l'attention de l'étranger, la phrase qui lui tient tant à cœur : « C'est pourquoi, je m'incline devant la mémoire des dernières victimes... ». On connaît la suite et le reste du discours est remplissage.

■ Amadou TALL

## Salif Keita réplique au communiqué de l'Ambassade de la France : «C'est la France qui est derrière tout ce qui arrive au Mali»

**D**ans une interview qu'il a accordée au site d'informations Seneweb, Salif Keita, le Domingo de la musique malienne, fait des révélations fracassantes sur le système colonialiste et la crise politico-sécuritaire que la France aurait imposée au Mali. Décryptage de la vidéo !

Si l'on pensait que Salif allait mettre un peu d'eau dans son vin après la vidéo dans laquelle il tacle IBK, Emmanuel Macron et la France par rapport à la gestion de la crise malienne, c'est le contraire qui s'est produit dans la nouvelle vidéo publiée par Seneweb, qui dure 3 minutes 38 secondes. Dans cette sortie médiatique, il n'a pas hésité à pointer du doigt la France comme premier ennemi du Mali et des autres pays de l'Afrique francophone. « **Tout ce qui arrive au Mali, c'est les Français. Toutes les attaques sont perpétrées et montées par la France** », rassure M. Salif.

Quant à la question du journaliste de Seneweb de savoir "dans quel intérêt se comporte la

France vis-à-vis du Mali ?", Salif pense que la France est un pays esclavagiste qui n'a jamais libéré les colonies qu'elle continue de torturer d'une autre manière. Dans sa réponse, il explique le sort subi par les présidents de l'Afrique francophone qui font de gré ou de force l'affaire de la France. « **ils sont obligés de faire ce qu'ils ne veulent pas, parce que s'ils essaient de faire ce que la France n'aime pas, soit elle les tue ou elle les fait trahir par leur propre peuple** ». Soyons comme le Ghana qui a dit haut et fort qu'il n'a pas besoin d'aides, tout comme le Rwanda et les autres pays qui sont en train d'émerger.

Salif pense que tant que le Mali reste esclave de la France, il ne va pas bouger. « **Je suis reconnaissant que les Français sont hospitaliers, mais la France est esclavagiste. Elle aime torturer. Et si les Français ne sont pas pour quelque chose en Afrique francophone, ça ne passe pas** », déclare le

Domingo.

Répondant au fait que "la donne change avec l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée", Salif Keita a rappelé un adage Bambara qui dit: « **tu ne verras jamais un autre bébé à côté de l'hyène si ce ne sont pas ses propres enfants** ». Une manière pour lui de dire qu'un Français reste un Français, donc Macron est comme les autres.

Cela s'explique selon lui par la manière dont Macron est parti insulter et humilier le président Kaboré du Burkina au vu et au su de tout le monde. Alors qu'il vaut un fils à ce dernier. Toutefois, Salif est d'accord que c'est la faute aux présidents africains qui se laissent faire par le fait qu'ils n'arrivent pas à croire en l'Afrique. « **Ce que je reproche aux Africains, c'est qu'ils ne soutiennent pas leurs dirigeants. Il faut qu'ils fassent un bloc derrière leurs présidents pour qu'ils se sentent soutenus. Un seul président ne peut pas résister devant le tourbillon français. S'il a le soutien de tout un peuple, il pourra en ce moment s'imposer. Ne laissons jamais les présidents se sentir seuls. Il faut que les africains soutiennent les présidents dans la prise des décisions profitant à leurs pays** », conclut-il.

■ Adama Coulibaly





## Journée de l'industrialisation de l'Afrique : L'industrie au PIB est de 11,9% dont 12,9% en 2018

**En faveur du développement industriel, Son excellence Ibrahima Boubacar Keita, Président de la République, Chef de l'Etat, à l'occasion de la journée de l'industrialisation de l'Afrique, a présidé, jeudi dernier, la cérémonie de la 8ème édition du Salon Made in Mali, sous le thème « la problématique et les perspectives des Zones industrielles ».**

La présente cérémonie consacrée au Salon du Made in Mali s'inscrit dans le cadre des festivités de la Journée de l'Industrialisation de l'Afrique, décrétée par les Nations-Unies. Elle a enregistré la présence du Premier ministre, Dr Boubou Cissé, des membres du Gouvernement, du ministre de l'Industrie et du Commerce, Mohamed Ag Erlaf, des présidents des Institutions de la République, des Ambassadeurs et Chefs de Missions diplomatiques et consulaires, du Gouverneur du District du Bamako, des présidents des Chambres Consulaires et du Président du Conseil National du Patronat du Mali. En effet, la journée de l'industrialisation vise à intégrer le développement industriel dans la priorité des politiques et stratégies nationales de développement socio-économique des pays africains. En outre, elle permet d'inciter nos pays africains à s'engager dans le processus d'industrialisation et de susciter une prise de conscience en faveur du développement de l'industrie.

Pour ce faire, Cyril Achcar, a précisé que l'industrialisation constitue le chemin de développement pour l'Afrique d'abord. « **Notre industrie demeure petite avec ses 6% de Produit Intérieur Brut** », a-t-il poursuivi. A en croire Cyril Achcar, il existe beaucoup de réformes en faveur de ce secteur afin de le promouvoir pour être le levier du développement.

Pour sa part, le président de la Chambre d'Industrie et de Commerce du Mali (CICM), Youssouf Bathily, affirmera ceci : « **on ne peut pas envisager la promotion de l'emploi des jeunes sans envisager au préalable un développement économique équilibré et soutenu par une industrialisation qui est la voie la plus appropriée pour de la richesse et des emplois durables** ». Pour surmonter ces contraintes et soutenir les actions du Gouvernement, dira-t-il, la CCIM envisage un partenariat avec AZI-SA afin de trouver de meilleures conditions d'accès aux parcelles aménagées des zones industrielles. A titre de rappel, depuis le 7 juillet 2019, selon lui, l'accord sur la Zone de Libre Echange Continentale (Zlecaf) de l'Union Africaine est entré en vigueur. La mise en œuvre de cet accord, pour notre pays, risque de poser d'énormes problèmes si des efforts ne sont pas déployés pour l'industrialisation à hauteur de souhait des pays de l'Espace Cedeao. « **Nous attendons de l'Etat l'expression d'une farouche volonté politique pour une**

**véritable politique de développement** », a sollicité le Président de la CICM.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie et du Commerce a indiqué que ce secteur connaît certains problèmes, notamment la zone industrielle de Sotuba qui en est la parfaite illustration. « **C'est une zone de 1960, elle est non seulement obsolète en terme d'urbanisme, obsolète en terme de technologie et totalement inadaptée aux objectifs que nous voudrions atteindre avec une industrialisation moderne. Aussi le coût de l'énergie rend totalement improductif toute action industrielle** », a-t-il témoigné. Selon le ministre Ag Erlaf, l'industrie est aussi confrontée à la mauvaise qualité de la production et surtout à la faible articulation entre l'industrie et les autres secteurs de l'économie. Pendant les huit dernières années, selon lui, le nombre d'industries a doublé. La contribution de l'industrie au PIB est de 11,9% dont 12,9% en 2018. Il a exigé la création optimale des conditions pour une industrialisation forte afin de permettre aux investisseurs d'en tirer le maximum de profit.

La cérémonie s'est achevée par la visite des stands par le Président de la République, accompagné du Premier ministre et des membres de son Gouvernement.

■ IBRAHIM SANOGO

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

## Biennale de la photographie : Les rencontres de Bamako



Les Rencontres de Bamako-Biennale de la photographie organisées par le ministère de la Culture sont placées sous le haut parrainage de son Excellence, M. Ibrahim Boubacar Keita, le Président de la République, pour sa 12ème édition correspondant à son 25ème anniversaire.

Fondées en 1994, les rencontres de Bamako-Biennale de la photographie se sont imposées comme le premier et principal événement international de la photographie et de la vidéo africaine. Plus de 100 artistes du continent africain et de sa diaspora présenteront leur travail au public.

Aussi, 5000 visiteurs sont attendus sur les 12 sites d'expositions du 30 novembre 2019 au 31 janvier 2020.

Ainsi, au cours des rencontres : il y aura des expositions ; des conférences ; des projections de cinéma ; des concerts et des visites dans

les familles.

En effet, cet événement à caractère d'envergure a commencé par une visite de courtoisie chez le chef du village du quartier de Médina Coura et à l'ensemble des notabilités traditionnelles, coutumières dudit quartier en vue de leur donner le Djatiguiya « des Rencontres de Bamako-Biennale de la photographie africaine »

Comme la tradition l'exige, les griots ont d'abord relaté l'histoire du Mali, afin de parler de la cohésion sociale dont nous avons besoin. Ainsi, la délégation composée de monsieur Alassane Igo Diarra, Délégué Général et son équipe dont Bonaventure Bakung, le Commissaire des " Rencontres de Bamako ", de Myriam Daadi, Marie, Penda et Modibo Keita étaient au rendez-vous.

Selon M. Alassane Igo Diarra, il y aura des expositions dans les rues aussi pour permettre

aux citoyens de s'identifier sur une image.

A noter que le village de la Biennale sera au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba. Et les 12 principaux sites sont entre autres: le Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba; le Blonba, le Musée National; le Musée du district de Bamako; le Conservatoire des Arts et multi Media Balla Fasseké ; le Lycée Ba Aminata Diallo ; Muso Kunda ; Galerie Medina ; Cinéma El-Hilal.

Les sponsors des rencontres de Bamako-Biennale de la photographie africaine sont l'Union Européenne; Federal Foreign; l'Institut Français et la Coopération Suisse.

■ **Diaka Sanogo, stagiaire**

## Sénégal : La surprenante demande de Cissé Lô à Macky

L'affaire du détournement de fonds à l'Assemblée est en train d'exploser le parti au pouvoir. Moustapha Cissé Lo a profité de son séjour à Abuja pour s'exprimer sur le sujet. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'apprécie pas la sortie de monsieur War. Courroucé par les derniers développements de ce prétendu détournement de près de 600 millions de francs CFA fait par Moustapha Diakhaté lorsque ce dernier dirigeait le groupe parlementaire de Benno Bokk Yakaar, et surtout par la promotion des transhumants, certainement le cas de Me Aïssata Tall Sall, le président du Parlement de la CDEAO a carrément tout simplement demandé au chef de l'Etat de le décharger de son poste de vice-président à l'Assemblée nationale. « Je prie le président Macky Sall que j'ai sou-

tenu jusqu'à ce qu'il ait un second mandat, je vais continuer certes à le soutenir, mais s'il va jusqu'à ce qu'il n'ait plus confiance en moi, en ne voulant pas s'asseoir avec moi pour évoquer des questions essentielles comme la mauvaise manière de gérer le pays notamment dans les domaines de la justice, surtout que ce sont les larbins qui sont promus à de bonnes positions, même si auparavant ces mêmes larbins l'insultaient. Alors que ceux qui étaient avec lui au départ sont aujourd'hui mis à l'écart. Je lui demande par rapport à un tel état de fait de me décharger de mon poste de vice-président pour celui de député simple », peste-t-il dans la vidéo publiée sur les Réseaux sociaux et rapporté par Le Témoin. Cissé Lo d'ajouter: «Je ne suis pas d'accord dans la manière de gérer l'Assemblée natio-



nale. Si Moustapha Diakhaté a détourné 600 millions de francs, il y a donc d'autres dans cette même Assemblée qui ont détourné des milliards de francs. On doit clarifier cette situation. On ne doit pas accuser gratuitement quelqu'un parce qu'il a une opinion. Il faut qu'on clarifie cela »

## Intervention française au Sahel : Sans la France ce sera le chaos au Sahel, selon Sibeth NDIAYE

« La France est là où elle doit être, parce que si nous ne sommes pas là, nous avons l'assurance que le chaos s'installera », a estimé Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, mercredi 27 novembre sur France info, après la mort de 13 militaires français au Mali dans la collision de deux hélicoptères. Selon Sibeth Ndiaye, cet accident ne remet pas

en cause la présence de la France dans la région sahélo-saharienne dans le cadre de l'opération Barkhane. « Il faut rappeler que si nous sommes au Sahel, c'est d'abord à la demande d'un pays, le Mali, qui a connu un moment de déstabilisation importante et qui a appelé la France à la rescousse. Et la France a fait évidemment son devoir en venant aux côtés de l'Etat malien à un

moment donné où il pouvait tomber », a-t-elle expliqué.

### La France « a vocation à rester » au Sahel

La France, a poursuivi Sibeth Ndiaye, « a vocation à rester tant que nous ne serons pas en mesure d'assurer une stabilité pour les pays qui sont dans la zone du G5 Sahel [Tchad, Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso], où des groupes jihadistes sévissent ».

La porte-parole du gouvernement a par ailleurs assuré que la France n'était pas seule dans la région : « Nous avons une opération qui est Barkhane, mais nous avons également un appui de la Minusma, qui est une force des Nations unies qui comportent plusieurs pays en son sein », a-t-elle souligné.

Un hommage national aux 13 militaires tués aura lieu lundi 2 décembre aux Invalides à Paris, a appris France info de source gouvernementale. « Cette cérémonie se prépare évidemment entre l'Elysée, l'état-major des forces armées mais aussi en relation avec les familles de victimes », a déclaré Sibeth Ndiaye.





## Gambie : Les ambitions d'Adama Barrow après trois ans à la tête de la Gambie

Il y a trois ans, Adama Barrow battait le président Yahya Jammeh, mettant fin à 22 ans de dictature. La coalition qui l'avait porté au pouvoir avait convenu que le candidat élu devrait démissionner au bout de trois ans. Une promesse que le président gambien ne compte pas honorer, conforté par la Constitution qui garantit un mandat de cinq ans. Pour l'avenir, Adama Barrow et ses supporters nourrissent de grandes ambitions.

**D**e retour d'une tournée à travers le pays, le président Adama Barrow est accueilli par des milliers de supporters. Yama Samateh Low veut garder le même président jusqu'en 2026. « Les prochaines élections sont en 2021 et je suis certaine qu'on va les gagner et diriger pendant 10 ans. Le développement que connaît le pays va lui permettre de se représenter. »



Pour le moment, le chef de l'État n'a pas de parti politique derrière lui, c'est en cours de préparation dévoile Seedy Njie, ancien ministre de l'Information. « Tout est prêt pour le lancement du parti qui devrait se faire autour du mois de janvier. »

Le paysage politique gambien est de plus en plus fragmenté. Un nouveau parti a été lancé vendredi par un jeune politologue influent. La chasse aux électeurs s'intensifie, analyse la politologue Nyima Camara. « Ils font des ef-

forts pour attirer les jeunes et les femmes, qui ensemble forment la majorité de la population gambienne. De son côté Adama Barrow essaie d'attirer autour de lui des militants politiques venus d'autres partis. »

Aujourd'hui, c'est l'ancien parti d'Adama Barrow, le Parti démocratique unifié, qui est la première force politique du pays et le premier opposant au président.



## Classement FIFA : Le Mali, neuvième africain

Les Aigles du Mali ont progressé de trois places dans le classement FIFA du mois de novembre 2019, en quittant la 11e place au profit de la 9e place.

La FIFA a actualisé son traditionnel classement mensuel masculin, le jeudi 28 novembre 2019. A cet égard, les Aigles du Mali, auteur d'une victoire et d'un nul lors des 1ère et 2e journées des éliminatoires de la CAN Cameroun 2021 ont gagné 3 places dans le monde et en Afrique. Du coup, l'équipe nationale fanion du Mali s'est hissée à la 9e place en Afrique avec 1386 points. C'est le même nombre de points que les Léopards de la République Démocratique Congo (1386).

Les performances des Aigles du Mali lors des deux premières journées des éliminatoires de la CAN Cameroun 2021 ont pesé certainement. Le classement mondial est dominé par la Belgique suivie par la France et le Brésil. Au même moment, le Sénégal demeure leader en



Afrique.

Top 10 mondial : Belgique, France, Brésil, Angleterre, Uruguay, Croatie, Portugal, Espagne, Argentine, Colombie.

Top 10 africain : Sénégal (20e mondial), Tunisie (27e mondial), Nigeria (31e mondial), Al-

gérie (35e mondial), Maroc (43e mondial), Ghana (47e mondial), Egypte (51e mondial), Cameroun (53e mondial), Mali (56e mondial), RD Congo (56e mondial).

■ Par Yacouba

## UFOA U20 : Le Mali en demi-finales

L'équipe nationale des moins de 20 ans s'est qualifiée ce samedi pour les demi-finales du tournoi UFOA Zone A qui se déroule présentement en Guinée.

Après le nul lors de la première journée contre la Gambie (1-1), les Aiglons ont enchaîné un 2e match nul aujourd'hui face au Liberia (1-

1).

Des résultats suffisant pour que le Mali (2points) se qualifie pour les demi-finales quand on sait que le Liberia (1point) avait auparavant perdu son premier match contre la Gambie (4points) dans un groupe de 3 équipes. Cerise sur le gâteau, Mamadou Traoré a été

désigné meilleur joueur du match Mali-Liberia.

Au dernier carré prévu pour le mercredi prochain, le Mali défiera la Sierra Leone tandis que la Gambie va se mesurer au Sénégal. A noter que le pays hôte, la Guinée n'a pas pu sortir de la poule A. Elle est donc éliminée.

■ Alassane Cissouma





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**